



CNRS Délégation Alpes

25, Rue des Martyrs

BP166

38042 Grenoble cedex 9 – France

Institut Néel

Marché public de services

PRESTATIONS DE REQUALIFICATION DE RESERVOIRS HAUTE PRESSION

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Référence de la consultation : AOO.17.2024

SOMMAIRE

1.	DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	CONTEXTE DU MARCHE.....	4
1.2	OBJET DU MARCHE.....	4
1.3	LIEU D'EXECUTION	4
1.4	FORME DU MARCHE ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
1.5	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
1.6	VARIATION DES PRIX DU BORDEREAU DES PRIX.....	5
2.	DISPOSITIONS RELATIVES AU(X) MARCHE(S) SUBSEQUENT(S).....	6
2.1	OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
2.2	FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
2.3	DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
2.4	PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
2.5	MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
3.	PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
3.1	ETABLISSEMENT DES PRIX.....	7
3.2	CONTENU DES PRIX	7
4.	MODALITES DE REGLEMENT	8
4.1	AVANCE.....	8
4.2	ECHEANCIER DE PAIEMENT	8
4.3	ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	8
5.	PENALITES	9
	RETARD DES PRESTATIONS	9
6.	DISPOSITION TECHNIQUES GENERALES.....	10
6.1	PRESTATIONS	10
6.1	DQE ET BPU	11
7.	LITIGES	11
8.	DEROGATIONS.....	11

ELEMENTS CLES DU MARCHE ET DEFINITIONS	
Objet du marché	Prestations de requalification de réservoirs haute pression
L'acheteur (Personne publique contractante)	Le Centre National de la Recherche Scientifique
Le titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur
Type de marché	<p>Accord Cadre à bons de commandes portant notamment sur les requalifications de :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Packs de 3 réservoirs de 500 litres, comprenant la fabrication et la fourniture de nouvelles tuyauteries en inox ; > Packs de 6 réservoirs de 850 litres ; > Cadres de 20 bouteilles B50 ; > Sphères PETERS 1000 litres ; > Bouteilles individuelles B50.
Clauses Administratives Générales régissant le contrat	<p>CCAG-FCS</p> <p>https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341</p>
Lieu d'exécution	<p>Institut Néel</p> <p>25 avenue des Martyrs, BP 166, 38042 Grenoble cedex 9.</p>
Durée	L'accord cadre est conclu pour une période de 48 mois à compter de la date de sa notification.
Pénalités de retard	<p>Retard de livraison :</p> $P = \frac{V \times R}{500}$ <p>Retard d'intervention :</p> $P = \frac{V \times R}{1000}$
Nature des prix	Mixtes : Forfaitaires et unitaires
Variation des prix	Les prix unitaires mentionnés dans le devis type vaudront prix plafond pour les marchés subséquents à venir.

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Contexte du marché

Le centre de liquéfaction de l'Institut Néel – CNRS Grenoble dispose d'un parc de réservoirs de stockage d'hélium gazeux, avec une pression maximale de 200 bars. Conformément à la réglementation en vigueur, ces réservoirs ainsi que leurs accessoires (vannes, soupapes de sécurité, tuyauterie en inox, manomètres) doivent faire l'objet d'une requalification décennale par un organisme agréé.

1.2 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la réalisation du contrôle et la requalification des réservoirs hautes pressions du Service Liquéfacteur du Laboratoire NEEL, répartis selon les typologies suivantes :

- Packs de 3 réservoirs de 500 litres, comprenant la fabrication et la fourniture de nouvelles tuyauteries en inox ;
- Packs de 6 réservoirs de 850 litres ;
- Cadres de 20 bouteilles B50 ;
- Sphères PETERS 1000 litres ;
- Bouteilles individuelles B50.

1.3 Lieu d'exécution

Institut Néel CNRS
25 avenue des Martyrs
BP 166
38042 Grenoble cedex 9

1.4 Forme du marché et durée de l'accord-cadre

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouverte, en application des articles L 2124-1, L2124-2 et R 2124-2 du code de la Commande Publique.

L'accord-cadre est conclu pour une période de 48 mois à compter de la date de sa notification. La conclusion des marchés passés sur la base du présent accord cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre.

1.5 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du présent marché sont énumérées ci-après. En cas de contradiction entre celles-ci, elles prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le DQE/BPU valant prix plafond ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) ;
- L'offre du titulaire constituée par :
 - Son offre financière ;
 - Son mémoire technique ;
 - Son calendrier d'exécution.

Toute clause portée dans les documents du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

1.6 Variation des prix du Bordereau des prix

Les prix mentionnés dans le bordereau des prix vaudront prix plafond pour les bons de commande et les marchés subséquents à venir. Les prix du devis type sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du devis type sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix du devis type d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 0.15 + 0.85 (IN / IO)$$

Où :

- IN – Dernière valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Électricité, gaz, vapeur, air conditionné (NAF rév. 2 section D Identifiant 001565186) connu au mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.
- IO – Valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Électricité, gaz, vapeur, air conditionné (NAF rév. 2 section D Identifiant 001565186) au mois zéro précisé dans l'acte d'engagement.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

Les indices de référence sont ceux publié(s) par l'INSEE.

2. DISPOSITIONS RELATIVES AU(X) MARCHE(S) SUBSEQUENT(S)

2.1 *Objet des marchés subséquents*

Les marchés conclus sur le fondement de l'accord-cadre sont dénommés « bons de commande ». Chaque marché subséquent vise à répondre à un besoin défini dans la lettre de consultation, le cas échéant au cahier des clauses particulières (CCT) propre au(x) marché(s) subséquent(s) et suivant les règles de l'accord-cadre.

La nature des prestations, la description exacte des matériels et leurs spécifications techniques y seront indiquées.

Pour les marchés subséquents, la survenance des besoins peut notamment être appréciée au regard des considérations suivantes :

- Nécessité de réaliser ré-épreuve ou échéance d'une certification ;
- Décisions d'externaliser une prestation réalisée par les équipes du Service Liquéfacteur.

2.2 *Forme des marchés subséquents*

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre seront des marchés de services ou de fourniture.

Ces marchés subséquents pourront prendre la forme *de* marchés à bons de commande, en application de l'article R2162-13 du code de la Commande Publique.

Les prestations demandées peuvent être de deux formes :

- Prestations de requalification forfaitaire ;
- Prestations de requalification au fur et à mesure des besoins au regard du bordereau de prix unitaires et après validation du devis.

2.3 *Durée des marchés subséquents*

La durée des marchés passés sur la base de l'accord cadre sera fixée dans les documents contractuels des marchés subséquents lors de la survenance du besoin ou de la date d'échéance de renouvellement des contrats.

La conclusion des marchés subséquents interviendra pendant la durée de validité de l'accord cadre. Le délai d'exécution du dernier marché subséquent ne peut excéder de plus de 6 mois la date limite de validité de l'accord cadre.

2.4 Pièces constitutives des marchés subséquents

Les pièces contractuelles des marchés subséquents sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ou le Bon de Commande propre à chaque marché subséquent ;
- La lettre de consultation (LC) et ses annexes propres à chaque marché subséquent valant cahier des charges ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le bordereau du prix unitaire (BPU) ;
- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre, le cas échéant ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture et service (CCAG-FCS).

2.5 Modalités d'exécution des marchés subséquents

Les prestations demandées peuvent être de deux formes :

- Prestations forfaitaires sur bon de commande au regard du bordereau de prix unitaires ;
- Prestations annexes ou de fourniture au regard d'un bordereau de prix unitaires et après validation du devis.

3. PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS

3.1 Etablissement des prix

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de déplacement ainsi que l'intégralité des frais et dépenses relatifs à l'exécution du marché.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables à l'opération et à ses prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

Les caractéristiques des prix des prestations et les modalités de variation pourront être précisées par chaque marché subséquent.

3.2 Contenu des prix

Les prix du marché, hors taxes, incluent tous les frais afférents à :

- La réalisation de la prestation (offre de base) ;
- Le transport et l'assurance de l'équipement ;
- La documentation technique ;

- Les frais afférents au conditionnement, à l’emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l’installation jusqu’au lieu de livraison au laboratoire ;
- Les éventuelles pièces de rechange fournies lors de la livraison ;
- La garantie et le service après-vente.

4. MODALITES DE REGLEMENT

4.1 Avance

Sauf précision dans chacun des bons de commande, une avance de 10 % du montant TTC versée au titulaire et sauf refus formel de sa part à l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance sera effectué en une fois par précompte sur la somme due au titre du présent marché. Cette avance n’est ni actualisable, ni révisable.

L’avance sera payée au titulaire, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché subséquent, le cas échéant.

4.2 Echancier de paiement

Outre l’avance prévue ci-avant, le solde est réglé à l’admission définitive des prestations.

4.3 Etablissement de la facture

4.3.1 Présentation des demandes de paiements

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l’exécution de prestations stipulées dans le bon de commande et constatées par le CNRS.

Afin d’optimiser le temps de traitement des factures, le titulaire veille :

- Au respect des mentions obligatoires devant figurer sur les factures au regard du code du commerce (articles L.441-3 et R.123-237 et 238) et du code général des impôts (article 289, article 242 et article 242 *nonies* de l’annexe II) ;
- A faire impérativement figurer les renseignements suivants :

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;- Le code service de l’entité CNRS facturée (UPR 2940) ;- Le numéro d’engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (référence du marché public et référence du bon de commande correspondant) ;- La prestation exécutée et les quantités réellement livrées ;- La date de livraison ;- La désignation de l’émetteur du bon de commande ;- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, par poste de facturation ;- Le montant total H.T, le taux et le montant de la T.V.A et le montant T.T.C des prestations exécutées. |
|---|

4.3.2 Modalités de télétransmission

Les factures afférentes aux paiements, sont libellées systématiquement au Service Central de Traitement de la Dépense du CNRS (SCTD) à l'adresse de facturation suivante, **et déposées sur Chorus pro** :

CNRS-SCTD 1882 TSA 51003 F-54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

- A faire apparaître impérativement sur ses demandes de paiement, le numéro de la commande du CNRS, le numéro de marché et le cas échéant, l'adresse de livraison (du bénéficiaire de la prestation)

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution de prestations stipulées dans le bon de commande et constatées par le CNRS.

La facture, libellée au nom du CNRS, doit être envoyée au signataire du bon de commande en trois exemplaires dont deux copies revêtues de la mention "DUPLICATA".

Le non-respect de ces consignes entrainera le rejet de la facture

5. PENALITES

Retard des prestations

Lorsque le **délai contractuel d'exécution d'une prestation** est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité calculée par application de la formule suivante, sans que le montant total des pénalités n'excède 15% de la valeur HT de chacune des commandes :

Date limite de réception dépassée :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

Dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la prestation considérée, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = nombre de jours de retard.

Les délais se comprennent par référence à au calendrier d'exécution du titulaire.

6. DISPOSITION TECHNIQUES GENERALES

Les stipulations techniques pourront être précisées dans chacun des marchés subséquents. Les généralités suivantes s'appliqueront toutefois à chacun d'eux.

6.1 Prestations

Il s'agit d'exécuter les prestations de requalification des réservoirs hautes pressions selon les dispositions réglementaires et normatives dont notamment :

- Les prescriptions du constructeur ;
- Réglementation du Service Liquéfacteur.

Ces prestations comprennent notamment pour les réservoirs :

Manutention Transport :

Le prestataire est responsable de l'encadrement et de la gestion complète des opérations, incluant la manutention, le chargement et la coordination avec le transporteur ainsi que le déchargement des réservoirs sur le site de son entreprise, suivi de leur retour vers le CNRS Grenoble.

Tous les moyens nécessaires à la manutention, au transport et à l'organisation des opérations sont à la charge du prestataire.

Travaux sur les réservoirs :

- Démontage des accessoires ;
- Ouverture des réservoirs ;
- Visite intérieure et extérieure des réservoirs par un organisme agréé ;
- Nettoyage et vérification des pièces de fermeture des tubes ;
- Ré-épreuve hydraulique en présence d'un organisme de contrôle agréé ;
- Vidange, nettoyage et séchage intérieur ;
- Application d'une couche de peinture extérieure finition polyuréthane (préparation sablage, couche peinture antirouille, couche peinture intermédiaire, etc...) ;
- Expertise et remplacement des accessoires (joints, vis, vannes, manomètres, etc...) ;
- Frappe à froid de la date et poinçon DREAL ;
- Remontage des réservoirs par pack de 3 ;
- Fabrication et fourniture de nouvelles tuyauteries en inox pour remplacer les anciennes lyres en cuivre des ensembles de 3 réservoirs de 500 litres ;
- Expertise de la tuyauterie inox des ensembles de 3 réservoirs de 850 litres ;
- Vérification étanchéité sous 200 bars azote sec ;
- Mise sous pression environ 2 bars azote sec pour le transport retour ;
- Fourniture des documents de requalification des rapports d'épreuves.

Ces prestations comprennent notamment pour les bouteilles B50 :

Manutention Transport :

Le prestataire est responsable de l'encadrement et de la gestion complète des opérations, incluant la manutention, le chargement et la coordination avec le transporteur ainsi que le déchargement des réservoirs sur le site de son entreprise, suivi de leur retour vers le CNRS Grenoble.

Tous les moyens nécessaires à la manutention, au transport et à l'organisation des opérations sont à la charge du prestataire.

Travaux sur les bouteilles :

- Démontage des cadres, des vannes et des accessoires ;
- Ouverture des bouteilles ;
- Visite intérieure et extérieure des bouteilles par un organisme agréé ;
- Nettoyage des châssis et remplacement des accessoires ;
- Ré-épreuve hydraulique en présence d'un organisme de contrôle agréé ;
- Vidange, nettoyage et séchage intérieur ;
- Application d'une couche de peinture extérieure finition polyuréthane (préparation sablage, couche peinture antirouille, couche peinture intermédiaire, etc...) ;
- Remontage avec des vannes neuves ;
- Expertise et remplacement des accessoires (joints, vis, vannes, manomètres, etc...) ;
- Expertise tuyauterie inox ;
- Frappe à froid de la date et poinçon DREAL ;
- Remontage des bouteilles dans les cadres ;
- Vérification étanchéité sous 200 bars azote sec ;
- Mise sous pression environ 2 bars azote sec pour le transport retour ;
- Fourniture des documents de requalification des rapports d'épreuves.

Tous ces points pourront être détaillés dans chacun des marchés subséquents selon les organisations et besoins de l'établissement partie.

6.1 DQE et BPU

Le DQE-BPU qui se présente sous la forme d'un devis constitue pour les marchés subséquents à bons de commandes à venir des prix plafonds notamment en ce qui concernera les prestations unitaires qui sera gérée sur des commandes spécifiques.

Concernant une opération de requalification non-prévue ou en urgence, elle sera généralement forfaitisée et fera donc l'objet, dans le cadre du bordereau de prix du marché subséquent, d'une ligne spécifique. Elle n'est donc pas soumise au prix plafond du devis type du présent accord-cadre.

7. LITIGES

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les deux parties seront soumises au Tribunal Administratif de Grenoble auquel les parties donnent attribution de compétence. Le Droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

8. DEROGATIONS

L'article 6 concernant les pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.